4 V 1957

ML. - 1 - coordination (2) L. 5613/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 29 janvier 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le Code des droits de succession et le Code des droits de timbre", a donné le 27 mars 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e januari 1957 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, van het Wetboek der successierechten en van het Wetboek der zegelrechten", heeft de 27e maart 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi se présente comme une oeuvre de simplification fiscale de haute portée en ce qu'il ne se borne pas à opérer des modifications formelles destinées à clarifier les textes mais vise à reconsidérer les principales dispositions du Code des droits d'enregistrement, en analysant leur origine, leur raison d'être, leur champ d'application et leur rendement fiscal.

Le projet trouve dans l'exposé des motifs une justification complète des objets qu'il entend atteindre. Chacun des articles est commenté et nombre d'exemples sont fournis pour aider à comprendre la portée des nouvelles dispositions.

Le Conseil d'Etat se plaît à souligner la clarté et la précision de l'exposé des motifs qui lui ont permis de procéder à un examen aisé et rapide du projet.

Le projet n'appelle qu'un nombre relativement limité d'observations dont la plupart sont dictées par le souci de faciliter la compréhension et la consultation du Code par les personnes peu familiarisées avec la matière.

Article 1er.

Le taux du droit fixe général est majoré, mais il s'appliquera désormais à une série d'actes qui étaient assujettis antérieurement à des droits proportionnels. La progression du droit fixe général s'établira désormais comme suit :

.../...

An VII	1 franc
1860	2,20 francs
1914	2,40 francs
1933	15,-- francs
1939	20,-- francs
1947	40,-- francs
1958	100,-- francs.

Article 3.

Le tableau de calcul de la valeur de l'usufruit figurant à l'article 101 que le projet abroge, est reporté à l'article 47. Il présente une répétition de phrase que l'on peut éviter en rédigeant le texte comme suit :

"Article 3.-

L'article 47, alinéa 1er, du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque la convention a pour objet l'usufruit d'un immeuble, la valeur vénale prévue à l'article 46 est représentée par la somme obtenue en multipliant le revenu annuel du bien ou, à son défaut, sa valeur locative par le coefficient porté au tableau ci-après et déterminé par l'âge au jour de l'acte de la personne sur la tête de laquelle l'usufruit est constitué :

.../...

Coefficient	Age
18	20 ans ou moins
17	plus de 20 ans sans dépasser 30 ans
16	" " 30 ans " " 40 ans
14	" " 40 ans " " 50 ans
13	" " 50 ans " " 55 ans
11	" " 55 ans " " 60 ans
9,5	" " 60 ans " " 65 ans
8	" " 65 ans " " 70 ans
6	" " 70 ans " " 75 ans
4	" " 75 ans " " 80 ans
2	" " 80 ans".

Le mot "représentée" qui est peu adéquat, a été maintenu car il est employé dans la suite, non modifiée, de l'article 47.

Article 4.

Les ventes de gré à gré de meubles corporels seront désormais enregistrées au droit fixe général.

Les ventes publiques de meubles corporels qui seules sont obligatoirement enregistrables continueront à être assujetties au droit proportionnel de 5 p.c.

La section II du chapitre IV aura désormais le même champ d'application que le chapitre XVI qui contient les dispositions particulières relatives aux ventes publiques de meubles.

.../...

L'article 79, qui renvoie à l'article 45, assied la perception sur le montant du prix et des charges stipulés. Cette règle ne pourra plus, à l'avenir, être appliquée sans être conjuguée à celle contenue dans l'article 231, alinéa 3,qui prévoit que le droit est dû sur le prix d'adjudication et, à défaut, sur l'offre la plus élevée.

Pour faciliter la reconnaissance de cette dépendance, il conviendrait de modifier l'article 79 du Code ainsi qu'il suit :

"La base de perception est déterminée ainsi qu'il est dit aux articles 45 et 231".

+

+ +

L'article 80, 1°, soumet l'exemption du droit proportionnel sur les ventes de machines et appareils employés dans les établissements industriels à la condition que l'acte soit enregistré dans les quinze jours qui suivent la livraison, et non avant cette dernière.

Ce texte ne s'appliquera plus qu'aux ventes publiques. Celles-ci doivent obligatoirement être enregistrées dans un délai qui, à compter du jour de l'adjudication, est de :

.../...

quatre jours si la vente a eu lieu par ministère d'huissier;
dix jours ou quinze jours si la vente a eu lieu par ministère de notaire;
un mois si la vente a eu lieu par les soins d'un fonctionnaire public.

Si la livraison est faite non pas dans les jours qui suivent celui de l'adjudication, mais postérieurement au délai prévu pour l'enregistrement de l'acte constatant la vente publique, le vendeur ne pourra pas bénéficier du taux fixe général.

Le délai prévu à l'article 80, 1°, du Code des droits d'enregistrement est le même que celui qui figure à l'article 20, 5°, alinéa 3, de la loi du 16 décembre 1851, modifié par la loi du 27 juillet 1934, qui vise la conservation du privilège du vendeur de machines. Mais dans ce dernier cas, il s'agit de la transcription de l'acte de vente dans un registre tenu au greffe du tribunal de commerce.

S'il est utile de prévoir une certaine concomitance de l'enregistrement et de la transcription lorsque le texte s'applique aux ventes de gré à gré, comme c'est le cas actuellement, il ne semble pas qu'il faille se montrer aussi sévère lorsque les ventes enregistrables normalement au droit proportionnel ne seront plus que des ventes constatées par un acte authentique.

Aussi conviendrait-il de modifier le texte de manière qu'un acte d'huissier constatant la vente publique d'une machine qu'il n'est possible de livrer que dans la huitaine, puisse être enregistré au droit fixe.

.../...

Il est en conséquence proposé de rédiger comme suit l'article 80, 1° :

"1°. Les ventes de machines et appareils employés dans les établissements industriels, lorsque les procès-verbaux de vente publique sont enregistrés dans les délais prévus à l'article 32".

Ce texte aurait l'avantage de mettre sur un même pied, au regard de la taxe de transmission, la vente de gré à gré et la vente publique de machines et appareils employés dans l'industrie.

Une autre solution du problème est également possible. L'égalité accidentelle qui existe actuellement entre le taux de la taxe de transmission et le droit d'enregistrement sur les ventes de meubles permettrait d'atteindre le résultat recherché par une abrogation pure et simple de l'article 80, 1°, du Code des droits d'enregistrement.

Cette abrogation aurait pour conséquence que les ventes de gré à gré de machines et appareils paieraient une taxe assimilée au timbre de 5 p.c., tandis que les ventes publiques acquitteraient un droit d'enregistrement de 5 p.c.

.../...

Cette égalité de traitement pourrait cependant être mise en péril dans le cas d'une revision du taux de l'un ou de l'autre de ces deux impôts.

Article 8.

Le projet abroge dans la section VI du chapitre IV, tout ce qui a trait aux obligations de sommes, ouvertures de crédit, cessions de créance.

Les articles du projet correspondent aux articles anciens ainsi qu'il suit :

article 87 nouveau = article 88 actuel,
" 88 " = " 89, alinéa 1er actuel,
" 89 " = " 90 actuel,
" 90 " = " 89, alinéa 2, actuel,
" 91 " = article nouveau (découle de la suppression de l'article 87),
" 92 " = article 91 actuel,
" 93 " = " 94 " .

Les articles 87, 92 et 93 disparaissent. Les subrogations hypothécaires sont ainsi assujetties au droit fixe général.

\+

\+ \+

.../...

Les nouveaux articles 87, 88, 91 et 92 emploient le mot "droit" dans deux acceptions différentes : le droit (impôt) d'enregistrement et le droit d'hypothèque. L'hypothèque est définie par l'article 41 de la loi du 16 décembre 1851 comme étant un droit réel et le Code civil emploie le mot "hypothèque" et non l'expression "droit d'hypothèque".

Pour éviter la présence dans une même phrase du mot "droit" dans deux sens différents, il est proposé d'employer le mot "hypothèque" isolément, comme le projet le fait d'ailleurs à l'égard des mots "gage" et "privilège" sans insister sur leur caractère de droit.

L'article 92 prévoit que le droit d'enregistrement couvre toute constitution d'hypothèque qui serait consentie dans la suite pour sûreté "de la même somme". Dans le texte actuel du Code qui assied principalement l'impôt sur les obligations de sommes, la finale de l'article 92 doit être interprétée comme si le texte disait pour sûreté "de la même obligation de sommes". Les changements apportés au Code par le projet sont de nature à modifier cette interprétation. Comme l'intention du Gouvernement n'est pas d'altérer la portée de l'article 92, la finale devrait être modifiée comme suit, en s'inspirant de l'article 105 du Code :

.../...

" ... pour sûreté d'une même créance et du même montant garanti".

Article 14.

Le groupement logique des matières traitées par le projet a conduit le Gouvernement à ne pas suivre l'ordre de numérotation des articles à modifier.

C'est ainsi que l'on trouve au chapitre premier les modifications apportées à l'article 159 du Code qui sont la conséquence des abrogations proposées par les articles précédents du projet. Il est cependant fait exception à ce plan pour la modification du 7° qui se rattache au chapitre II (partages).

Cette exception à l'exposé logique de la matière pourrait être étendue au remplacement du 2° de l'article 159 du Code qui figure à l'article 29 du projet. Le Conseil d'Etat propose donc de fusionner les articles 14 et 29 du projet.

+

+ +

.../...

L'exposé des motifs déclare que le 4° de l'article 159 est devenu sans utilité et qu'il convient de l'abroger. Ce 4° exempte du droit proportionnel "les marchés pour construction, réparation ou entretien, les adjudications, ventes et toutes autres conventions translatives à titre onéreux, autres que les apports en société, de propriété ou d'usufruit de navires ou bateaux".

Sans doute le droit de 5 p.c. disparaît-il pour les transmissions de gré à gré de biens meubles corporels, mais il subsiste pour les ventes publiques. Le 4° de l'article 159 devrait être maintenu en réduisant sa portée aux ventes publiques de navires ou bateaux.

\+

\+ \+

Article 16.

Le projet ne reprend pas dans le nouvel article 109 les mots "provisoires ou définitifs" qui figurent dans l'article actuel pour caractériser les partages assujettis au droit proportionnel.

L'exposé des motifs devrait expliquer les intentions du Gouvernement à l'égard de la suppression de ces mots.

.../...

Article 17.

Le nouvel article 113 pourrait être rédigé plus clairement en s'inspirant de sa rédaction actuelle, et en respectant l'ordre chronologique des opérations visées, ainsi qu'il suit :

"Article 113. Par dérogation à l'article 109, lorsqu'un tiers qui a acquis conventionnellement une part indivise de biens appartenant à une ou plusieurs personnes, devient attributaire, par partage ou cession de part indivise, d'une quotité de ces biens, le droit est perçu sur cette quotité au taux prévu pour les transmissions à titre onéreux et selon les règles fixées aux articles 45 à 50.

Cette disposition est également applicable ...".

Le projet fait deux alinéas des deux phrases qui composent actuellement l'alinéa 2 de l'article 113 du Code. Il conviendrait de les laisser réunies.

Article 18.

Les nouveaux articles 115 à 120 organisent la perception des droits d'enregistrement sur les constitutions de société, les apports en société de biens nouveaux et les prorogations de sociétés.

.../...

Tels qu'ils sont rédigés, les nouveaux textes ne se prêtent pas à une consultation aisée. Ils ne peuvent être bien compris qu'après une lecture attentive. En effet, il faut apercevoir que dans les articles 115 et 116, les constitutions de société comprennent les transformations et les fusions. L'utilisation du concept "constitution de société" oblige de recourir pour les articles 117 et 118^1 à une formule dérogatoire qui pourrait conduire à des interprétations restrictives.

Il serait aisé d'éviter toute superposition dans le champ d'application des textes en commençant par asseoir le droit proportionnel, non sur les constitutions de société, mais sur les apports en société qu'ils soient opérés lors de la constitution ou ultérieurement, même à l'occasion d'une transformation ou d'une fusion de sociétés.

De plus, les textes pourraient être répartis de manière à éviter le dédoublement de l'article 118 sous la forme d'articles 118^1 et 118^2.

Les textes ci-après sont proposés :

"Article 115. Sont assujettis à un droit de 1,60 p.c. les apports de biens à des sociétés civiles ou commerciales dont le principal établissement est en Belgique, qu'ils soient effectués lors de leur constitution ou ultérieurement, y compris les apports de biens nouveaux faits à l'occasion d'une transformation ou d'une fusion de sociétés.

.../...

Le droit est liquidé sur le montant total des apports, sans distraction des charges.

Article 116. Est assujettie à un droit de 1,60 p.c. la transformation d'une société en une autre d'une espèce différente. Le droit est liquidé sur la valeur des biens appartenant à la société au moment de la transformation, sous déduction des sommes dues par elle.

Le présent article est applicable même lorsque la transformation est réalisée par voie de liquidation suivie de constitution d'une société nouvelle, pour autant que cette reconstitution soit prévue dans l'acte de mise en liquidation et soit réalisée dans les quinze jours de cet acte.

Article 117. Est assujettie à un droit de 1,60 p.c. la fusion de sociétés, que cette fusion ait lieu par voie de création d'une société nouvelle ou par voie d'absorption. Le droit est liquidé sur la valeur des biens apportés, sous déduction des sommes dues à ce moment et prises en charge par la société nouvelle ou la société absorbante.

Article 118. Dans les cas visés aux articles 115 à 117, la base imposable est déterminée ... (comme à l'article 118^2 du projet)...

Article 119. Est assujettie à un droit de 1,60 p.c. la prorogation d'une société. Le droit est liquidé sur la valeur vénale ... (suite comme au projet)...

.../...

Article 120. ... (texte du projet, sous réserve de remplacer "115 à 118[1]" par "115 à 117"."

+

+ +

L'article 119 du Code prévoit qu'en cas de prorogation de société, le droit est liquidé sur la valeur des biens appartenant à la société au moment de la prorogation, sous déduction des dettes.

L'exposé des motifs signale que "la même base sera retenue dans le nouveau régime proposé". Le projet ajoute néanmoins au texte en prévoyant la liquidation sur la valeur vénale des biens appartenant à la société. Si cette modification a pour but de supprimer une controverse sur la portée de l'article, l'exposé des motifs devrait s'en expliquer.

+

+ +

Article 20.

Le projet dédouble l'article 122 en articles 122^1 et 122^2. Ce dédoublement rend nécessaire une série de modifications de références qui sont opérées par l'article 21 du projet aux articles 123, alinéa 1er, 124, 125 et 318 du Code. On pourrait éviter ces nombreux changements en divisant l'article 122 en deux paragraphes. Semblable division existe déjà à l'article 289 du Code.

.../...

Article 21.

Si la suggestion qui précède est adoptée, l'article 21 se réduirait à la seule modification prévue pour l'article 123, alinéa 2, du Code.

Article 24.

Le nouveau texte proposé pour l'article 129, alinéa 1er, applique aux sociétés de personnes une règle en tous points identique à celle prévue par l'actuel article 130 pour les sociétés de capitaux. Les deux dispositions pourraient être fusionnées et les dispositions qui s'appliquent plus spécialement aux sociétés de personnes prendraient place dans un article distinct.

L'alinéa 3 du nouvel article 129 écarte l'application du droit établi pour les ventes à l'égard des immeubles qui reviendraient à certains associés, que l'on peut considérer comme des co-indivisaires. L'alinéa 3 exclut à cette fin l'application de l'alinéa 1er, qui vise les acquisitions d'immeubles, obtenues de la société. Mais l'attribution des immeubles peut n'être pas obtenue de la société elle-même lorsqu'elle s'opère postérieurement à la remise des biens par le liquidateur, conformément à l'article 185, alinéa 1er, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il serait logique d'exonérer les cas visés à l'alinéa 3, non seulement de l'application de l'alinéa 1er, mais également de celle de l'alinéa 2.

.../...

Ces considérations conduisent à proposer les textes ci-après :

"Article 129.L'acquisition par un ou plusieurs associés, autrement que par voie d'apports en société, d'immeubles situés en Belgique provenant d'une société civile ou commerciale ayant la personnalité juridique, donne lieu, de quelque manière qu'elle s'opère, au droit établi pour les ventes.

Article 130. En ce qui concerne les sociétés en nom collectif ou en commandite simple, ou les sociétés de personnes à responsabilité limitée, l'article 129 n'est pas applicable à l'égard :

1° des immeubles apportés à la société lorsqu'ils sont acquis par la personne qui a effectué l'apport;

2° des immeubles acquis par la société avec paiement du droit fixé pour les ventes, lorsqu'il est établi que l'associé qui devient propriétaire de ces immeubles faisait partie de la société au jour de leur acquisition par celle-ci.

Lorsque le liquidateur d'une société définie au présent article remet à tous les associés les biens conservés pour être partagés, l'article 129 et l'alinéa 1er du présent article s'appliqueront à l'attribution ultérieure des immeubles à un ou plusieurs associés".

.../...

Article 25.

La réduction des droits prévue à l'article 55 du Code est actuellement subordonnée à une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte avant l'enregistrement.

Le projet autorise la restitution d'une partie des droits perçus lors de l'enregistrement à la condition que l'acte soit ultérieurement complété par la déclaration exigée.

Il paraît difficile d'admettre que des actes notariés clos, enregistrés et déposés au rang des minutes puissent encore recevoir des apostilles et être représentés à l'enregistrement. Il serait préférable de prévoir que l'acquéreur remette sur papier libre, une déclaration qui sera conservée par le receveur de l'enregistrement.

Article 26.

Une rédaction nouvelle est proposée :

"Article 26.-

L'article 58 du même arrêté royal est complété par les dispositions suivantes qui en formeront les alinéas 2 et 3 :

"Le maximum applicable fixé en exécution de l'article 53, 2°, est celui qui était en vigueur à la date de l'acte d'acquisition.

.../...

Si de nouveaux revenus cadastraux fixés ensuite d'une péréquation générale ou d'une revision extraordinaire sont mis en application pour la perception de la contribution foncière entre la date de l'acte et le 2 janvier qui suit l'occupation de l'habitation construite, le revenu cadastral à prendre en considération pour cette habitation doit être déterminé en fonction du régime qui était applicable à la date de l'acte. Le revenu cadastral ainsi fixé est notifié à l'acquéreur qui peut réclamer selon la procédure relative à la détermination des nouveaux revenus cadastraux".

Article 27.

Le projet tempère la rigueur de l'article 148 du Code qui assujettit au droit proportionnel la décision judiciaire qui forme titre d'une convention translative ou déclarative de propriété ou d'usufruit d'immeubles situés en Belgique, même si cette décision prononce la révocation ou la résolution de cette transmission de biens.

Le projet ajoute à l'alinéa 3 de l'article 148, les mots : "à moins qu'il ne résulte de la dite décision que la demande en résolution ou en révocation a été introduite dans l'année de la date de la convention".

Le texte,ainsi rédigé, ne s'appliquerait pas :

.../...

1° lorsque l'instance n'aura pas abouti pour raison d'incompétence et qu'elle sera réintroduite après le délai d'un an;

2° lorsque le jugement aura omis de constater que la demande a été introduite dans le délai.

Telle n'étant pas l'intention du Gouvernement en ce qui concerne le 1°, le texte pourrait être rédigé comme suit :

" ... à moins qu'il ne résulte de la décision que la convention n'est pas antérieure de plus d'un an à une demande en résolution ou en révocation, même si elle a été introduite devant un juge incompétent".

Article 28.

Pour les raisons exposées ci-dessus et par concordance avec le 2° de l'article 209 du Code, la rédaction suivante est proposée :

"L'article 209, alinéa 1er, du même arrêté royal est complété par le texte suivant :

" 3° les droits proportionnels perçus du chef d'une convention dont la résolution ou la révocation a été prononcée par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, à condition qu'il ne résulte de la décision que la convention n'est pas antérieure de plus d'un an à une demande en résolution ou en révocation, même si elle a été introduite devant un juge incompétent".

.../...

Article 29.

Devrait être joint à l'article 14.

Article 30.

Cet article apporte une série d'améliorations à l'article 162 du Code qui énumère les cas d'exemptions de la formalité de l'enregistrement. Le Conseil d'Etat observe, à cette occasion, que les exemptions s'appliquant aux procédures judiciaires tantôt visent une matière déterminée, tels les 6° bis, 7°, 8°, 14°, 18°, 23°, 34°, 35°, 36°, 37°, 39° et 44°, tantôt se limitent à une juridiction, tels les 9°, 10°, 11°, 12° et 13°. Cette limitation est un obstacle à la poursuite d'une action devant une juridiction d'appel ou la Cour de cassation, alors qu'on entend cependant faciliter l'accès du prétoire à des demandeurs de condition modeste.

\+

\+ \+

L'article 30 du projet propose l'insertion dans l'article 162 du Code d'un 37° bis qui exempte de l'enregistrement "les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements concernant la sécurité sociale des travailleurs". Cette nouvelle exemption recouvre partiellement celle qui est actuellement prévue par le 37°, pour le chômage involontaire. Les deux dispositions devraient être fusionnées et le projet pourrait prévoir le remplacement du 37° par le texte suivant :

.../...

"37° les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution des lois et règlements concernant la sécurité sociale des travailleurs ou le chômage involontaire".

Article 33.

L'alinéa 1er qui modifie l'article 162 du Code des droits d'enregistrement devrait être joint à l'article 30 du projet qui apporte à cet article 162 une série de modifications.

Si l'on désire que la matière des articles 33 et 34 reste groupée, on pourrait reprendre l'article 33, alinéas 2 et 3, en un article 31 et l'article 34 deviendrait article 32.

A l'alinéa 2 de l'article 33, il conviendrait de préciser que la modification est apportée à l'article 163, alinéa 2.

Articles 36 et 38.

Ces articles modifient l'article 217 du Code des droits d'enregistrement et l'article 140 du Code des droits de succession en vue de permettre l'interruption de la prescription pour la restitution des droits, intérêts et amendes, par le moyen d'une lettre recommandée et la signification de la décision de rejet par le même moyen.

.../...

Le projet de loi prévoit que le dépôt des lettres vaudra notification à compter du lendemain. Selon les explications données par le délégué du Gouvernement, cette présomption destinée à éviter toute discussion sur la date des significations, doit être entendue comme étant irréfragable.

Cette conception est à l'avantage du contribuable qui, se trouvant près de la fin du délai de prescription de deux ans, n'aura pas à craindre les conséquences d'un retard postal dans l'acheminement de sa lettre recommandée.

Article 40.

Il résulte des renseignements communiqués par le délégué du Gouvernement que l'arrêté royal du 12 août 1854 n'a plus d'autre portée que de régler le prélèvement à opérer sur les restitutions effectuées ensuite de remises ou de modérations des amendes en matière d'impôts perçus par l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Il ne s'indique pas, dès lors, de limiter l'abrogation à cet effet particulier de l'arrêté, comme le projet le prévoit, mais il convient d'abroger en son entier, l'arrêté royal du 12 août 1854.

.../...

Article 43.

L'arrêté royal qui pourra intervenir en vertu de la disposition nouvelle ne sera pas nécessairement le même que celui prévu par l'article 3, alinéa 1er, du Code des droits de timbre. Il serait préférable de commencer par les mots : "Un arrêté royal ... ".

Het wetsontwerp vormt een uiterst belangrijke bijdrage tot de fiscale vereenvoudiging, doordat het zich niet beperkt tot het invoeren van formele wijzigingen die een beter begrip van de teksten moeten bevorderen, maar tevens een onderzoek instelt naar de voornaamste voorschriften van het Wetboek der registratierechten, hun ontstaan, hun bestaansreden, hun toepassinggebied en hun fiscaal rendement.

De memorie van toelichting verstrekt een volledige verantwoording van de oogmerken die het ontwerp wil bereiken. Elk artikel wordt van commentaar voorzien en tal van voorbeelden illustreren de strekking van de nieuwe voorzieningen.

De Raad van State erkent graag dat de heldere en keurige memorie van toelichting het onderzoek van het ontwerp heeft vergemakkelijkt en bespoedigd.

De Raad heeft bij het ontwerp betrekkelijk weinig opmerkingen te maken en die zijn dan meestal ingegeven door de gedachte aan de niet-deskundigen, die het wetboek gemakkelijk moeten kunnen raadplegen en begrijpen.

Artikel 1.

Het bedrag van het algemeen vast recht wordt verhoogd, maar zal voortaan geheven worden op een reeks van akten waarvoor vroeger evenredige rechten verschuldigd waren. De stijging van het algemeen vast recht ziet er dus uit als volgt :

.../...

Jaar VII	1	frank
1860	2,20	frank
1914	2,40	frank
1933	15,--	frank
1939	20,--	frank
1947	40,--	frank
1958	100,--	frank.

Artikel 3.

De tabel voor de berekening van de waarde van het vruchtgebruik, die voorkomt in het door het ontwerp opgeheven artikel 101, wordt naar artikel 47 overgeheveld. Hierin wordt telkens een volzin herhaald, hetgeen in de volgende lezing kan worden vermeden :

"Artikel 3.-

Artikel 47, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Wanneer de overeenkomst op het vruchtgebruik van een onroerend goed slaat, wordt de in artikel 46 bedoelde verkoopwaarde vertegenwoordigd door de som verkregen door vermenigvuldiging van de jaarlijkse opbrengst of, bij ontstentenis daarvan, van de huurwaarde van het goed, met het getal dat in de onderstaande tabel is opgegeven en afhankelijk is van de leeftijd, welke degene op wiens hoofd het vruchtgebruik is gevestigd op de dag van de akte heeft.

.../...

Getal	Leeftijd
18	20 jaar of minder
17	meer dan 20 jaar en niet meer dan 30 jaar
16	" " 30 jaar " " " " 40 jaar
14	" " 40 jaar " " " " 50 jaar
13	" " 50 jaar " " " " 55 jaar
11	" " 55 jaar " " " " 60 jaar
9;5	" " 60 jaar " " " " 65 jaar
8	" " 65 jaar " " " " 70 jaar
6	" " 70 jaar " " " " 75 jaar
4	" " 75 jaar " " " " 80 jaar
2	" " 80 jaar".

De term "vertegenwoordigd", ofschoon niet geheel dienstig, is behouden omdat hij verder in het niet gewijzigde deel van artikel 47 wordt gebruikt.

Artikel 4.

Onderhandse verkopingen van lichamelijke roerende goederen zullen voortaan tegen het algemeen vast recht worden geregistreerd.

Openbare verkopingen van lichamelijke roerende goederen, de enige waarvoor registratie verplicht is, blijven aan het evenredig recht van 5 t.h. onderworpen.

Het toepassingsgebied van afdeling II van hoofdstuk IV zal voortaan hetzelfde zijn als dat van hoofdstuk XVI, waarin de bijzondere voorzieningen met betrekking tot openbare verkopingen van roerende goederen zijn ondergebracht.

.../...

Artikel 79, dat naar artikel 45 verwijst, berekent de heffing op het bedrag van bedongen prijs en lasten. In de toekomst zal deze regel niet meer kunnen worden toegepast dan in verband met de regel van artikel 231, derde lid, volgens hetwelk het recht verschuldigd is op de toewijzingsprijs en, bij gebrek daarvan, op het hoogste aanbod.

Opdat deze samenhang in het oog zou vallen, dient artikel 79 van het Wetboek als volgt te worden gewijzigd :

"De heffingsgrondslag wordt bepaald zoals gezegd is in de artikelen 45 en 231".

+

+ +

Volgens artikel 80, 1°, is de verkoop van in nijverheidsinrichtingen gebruikte machines en toestellen van het evenredig recht vrijgesteld, mits de akte binnen vijftien dagen na de levering en niet vóór de levering wordt geregistreerd.

Deze voorziening zal alleen nog voor openbare verkopingen gelden. Deze moeten worden geregistreerd binnen een termijn die, te rekenen van de dag van de toewijzing, bedraagt :

vier dagen, wanneer de verkoop door een deurwaarder is verricht;

tien dagen of vijftien dagen, wanneer de verkoop door een notaris is verricht;

een maand, wanneer de verkoop door toedoen van een openbare ambtenaar is verricht.

.../...

Geschiedt de levering niet in de dagen volgend op de toewijzing, maar eerst na de termijn voor registratie van de akte waaruit de openbare verkoping blijkt, dan zal de verkoper niet met het algemeen vast recht kunnen volstaan.

De termijn welke in artikel 80, 1°, van het Wetboek der registratierechten is vastgesteld, is dezelfde als in artikel 20, 5°, derde lid, van de wet van 16 december 1851, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1934, dat betrekking heeft op het behoud van het voorrecht van de verkoper van machines. Maar in dit laatste geval gaat het om de inschrijving van de verkoopakte in een register op de griffie van de rechtbank van koophandel.

Kan het nuttig zijn, in een tekst zoals de onderhavige, die op onderhandse verkopingen toepassing vindt, voor te schrijven dat de registratie en de overschrijving rond hetzelfde tijdstip moeten worden gedaan, toch lijkt het niet nodig zich even streng te tonen wanneer de normaal tegen het evenredig recht te registreren verkopingen nog slechts verkopingen zijn, die uit een authentieke akte blijken.

De tekst dient dus zo te worden gewijzigd, dat registratie tegen het vast recht mogelijk wordt voor een deurwaardersakte, waaruit blijkt dat een machine die eerst over acht dagen kan worden geleverd openbaar is verkocht.

.../...

De Raad van State stelt dus voor, artikel 80, 1°, als volgt te lezen :

"1° De verkoop van in nijverheidsinrichtingen gebruikte machines en toestellen, wanneer de processen-verbaal van openbare verkoop binnen de in artikel 32 gestelde termijnen worden geregistreerd".

Die tekst zou het voordeel bieden dat onderhandse en openbare verkoop van in de nijverheid gebruikte machines en toestellen ten aanzien van de overdrachtstaxe op dezelfde wijze worden behandeld.

Het probleem kan ook anders worden opgelost. Nu het bedrag van de overdrachtstaxe voor het ogenblik toevallig hetzelfde is als dat van het registratierecht op verkoop van roerende goederen kan het nagestreefde doel bereikt worden door artikel 80, 1°, van het Wetboek der registratierechten eenvoudig op te heffen.

Ten gevolge van deze opheffing zou voor een onderhandse verkoop van machines en toestellen een met het zegel gelijkgestelde taxe van 5 t.h. verschuldigd zijn, terwijl op een openbare verkoop een registratierecht van 5 t.h. zou worden geheven.

Een herziening van het bedrag van een van beide belastingen kan deze gelijke behandeling echter in gevaar brengen.

.../...

Artikel 8.

Het ontwerp heft alles op wat in afdeling VI van hoofdstuk IV betrekking heeft op schuldverbintenissen van geldsommen, kredietopeningen en overdrachten van schuldvorderingen.

De artikelen van het ontwerp stemmen als volgt met de oude artikelen overeen :

nieuw artikel	87	:	huidig artikel	88
" "	88	:	" "	89, eerste lid
" "	89	:	" "	90
" "	90	:	" "	89, tweede lid
" "	91	:	nieuw artikel	(ten gevolge van de verdwijning van artikel 87)
" "	92	:	huidig artikel	91
" "	93	:	" "	94.

De artikelen 87, 92 en 93 verdwijnen. Hypothecaire indeplaatsstellingen vallen hier door onder het algemeen vast recht.

\+

\+ \+

De nieuwe artikelen 87, 88, 91 en 92 gebruiken de term "recht" in twee verschillende betekenissen : het registratierecht (belasting) en het hypotheekrecht. Artikel 41 van de wet van 16 december 1851 omschrijft de hypotheek als een zakelijk recht en het Burgerlijk Wetboek gebruikt "hypotheek" en niet "hypotheekrecht".

Om te voorkomen dat de term "recht" in een zelfde volzin in twee verschillende betekenissen wordt gebezigd, wordt voorgesteld de term "hypotheek" alleen te gebruiken, zoals het ontwerp overigens doet met de termen "pand" en "voorrecht", die er niet uitdrukkelijk als een recht worden bestempeld.

.../...

Volgens artikel 92 dekt het registratierecht elke vestiging van een hypotheek die later tot zekerheid "van dezelfde som" mocht worden toegestaan. In de huidige tekst van het Wetboek, die meer in 't bijzonder de belasting op schuldverbintenissen van geldsommen heft, moet het slot van artikel 92 geïnterpreteerd worden, alsof de tekst zegde : tot zekerheid van "dezelfde schuldverbintenis van geldsommen". Met de wijzigingen die het ontwerp in het Wetboek invoert, komt deze interpretatie in gevaar. Daar de Regering de strekking van artikel 92 niet wenst te veranderen, behoort het slot van dit artikel naar het voorbeeld van artikel 105 van het Wetboek als volgt te worden gewijzigd : "... tot zekerheid van eenzelfde schuldvordering en van hetzelfde gewaarborgd bedrag mocht worden toegestaan".

Artikel 14.

Terwille van de logische volgorde van de in het ontwerp te regelen stof, is de Regering afgeweken van de orde van nummering van de te wijzigen artikelen.

Zo bevat hoofdstuk I de wijzigingen, die het ontwerp aanbrengt in artikel 159 van het Wetboek als gevolg van de in de voorgaande artikelen van het ontwerp voorgestelde opheffingen, met uitzondering evenwel van de wijziging in 7°, die in hoofdstuk II (verdelingen) is opgenomen.

.../...

Een zelfde uitzondering op de logische indeling van de stof kan ook worden gemaakt voor de in artikel 29 van het ontwerp voorziene vervanging van 2° van artikel 159 van het Wetboek. De Raad stelt voor, de artikelen 14 en 29 van het ontwerp samen te brengen.

\+

\+ \+

De memorie van toelichting verklaart dat het 4° van artikel 159 geen nut meer heeft en moet worden opgeheven. Volgens 4° zijn van het evenredig recht vrijgesteld "de aannemingen voor bouw, herstelling of onderhoud, de toewijzingen, verkopingen en alle andere overeenkomsten, andere dan de ontvangsten in vennootschappen, waarbij eigendom of vruchtgebruik van zee- en binnenschepen onder bezwarende titel wordt overgedragen".

Wel is het zo dat het recht van 5 t.h. verdwijnt voor onderhandse overdrachten van lichamelijke roerende goederen, maar het blijft bestaan voor openbare verkopingen. Het 4° van artikel 159 moet dus worden behouden, maar beperkt tot openbare verkopingen van zee- en binnenschepen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 16.

In het nieuw artikel 109 vervallen de woorden "voorlopige of definitieve", die het huidig artikel gebruikt om aan te wijzen welke verdelingen aan het evenredig recht zijn onderworpen.

In de memorie van toelichting moet worden verklaard, wat de Regering met de schrapping van deze woorden bedoelt.

Artikel 17.

Uitgaande van de huidige tekst en met inachtneming van de chronologische volgorde van de bedoelde verrichtingen,kan het nieuwe artikel 113 duidelijker als volgt worden gelezen :

"Artikel 113.- Met afwijking van artikel 109, wanneer een derde die bij overeenkomst een onverdeeld deel van aan een of meer personen toebehorende goederen heeft verkregen, door verdeling of afstand van een onverdeeld aandeel, een gedeelte van die goederen toegewezen krijgt, wordt het recht op dit gedeelte geheven tegen het tarief voor overdrachten onder bezwarende titel en volgens de in de artikelen 45 tot 50 gestelde regelen .

Deze bepaling is ook van toepassing ...".

Het ontwerp neemt een alinea voor elk van de twee volzinnen die samen het huidige tweede lid van artikel 113 van het Wetboek vormen. Men behoude de vroegere alinea.

.../...

Artikel 18.

De nieuwe artikelen 115 tot 120 regelen de heffing van het registratierecht ten aanzien van de oprichting van een vennootschap, van de inbreng van nieuwe goederen in een vennootschap en van de verlenging van de duur van een vennootschap.

Zoals het ontwerp ze geeft, zijn de nieuwe teksten niet gemakkelijk te raadplegen; eerst na aandachtige lezing kunnen zij goed worden begrepen. Het is immers niet zo duidelijk, dat onder oprichting van vennootschappen in de artikelen 115 en 116 ook omvormingen en fusies worden verstaan. Een zodanig gebruik van het begrip "oprichting van vennootschappen" maakt het nodig voor de artikelen 117 en 118^1 een beroep te doen op een afwijkingsformule, die aanleiding kan geven tot beperkende interpretaties.

Een gemakkelijk middel om te verhinderen dat de toepassingsgebieden van de onderscheiden teksten in elkaar overlopen, zou zijn, te beginnen met het evenredig recht vast te stellen niet op de oprichting van vennootschappen maar wel op de inbreng in vennootschappen, onverschillig of deze plaats heeft bij de oprichting ofwel naderhand, zelfs naar aanleiding van een omvorming of fusie.

Voorts kunnen de teksten zo worden verdeeld, dat artikel 118 niet in 118^1 en 118^2 hoeft te worden gesplitst.

.../...

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 115.- Aan een recht van 1,60 t.h. wordt onderworpen de inbreng van goederen in burgerlijke of handelsvennootschappen waarvan de hoofdinrichting in België gevestigd is, onverschillig of de inbreng bij de oprichting of naderhand plaats heeft en met inbegrip van de inbreng van nieuwe goederen bij omvorming of fusie van vennootschappen•

Het recht wordt vereffend op het totaal bedrag van de inbrengen, zonder aftrek van lasten.

Artikel 116.- Aan een recht van 1,60 t.h. wordt onderworpen de omvorming van een vennootschap in een andere van een verschillende soort. Het recht wordt vereffend op de waarde van de bij de omvorming aan de vennootschap toebehorende goederen, onder aftrek van de door haar verschuldigde bedragen.

Dit artikel is toepasselijk zelfs wanneer de omvorming plaats heeft bij wege van liquidatie gevolgd door de oprichting van een nieuwe vennootschap, voor zover deze wederoprichting in de akte van in-liquidatiestellen in het vooruitzicht wordt gesteld en binnen vijftien dagen na die akte plaats heeft.

Artikel 117.- Aan een recht van 1,60 t.h. wordt onderworpen de fusie van vennootschappen, onverschillig of deze fusie door oprichting van een nieuwe vennootschap dan wel door opslorping plaats heeft. Het recht wordt vereffend op de waarde van de ingebrachte goederen, onder aftrek van de op dat tijdstip verschuldigde bedragen die de nieuwe vennootschap of de opslorpende vennootschap te haren laste neemt.

.../...

Artikel 118.- In de gevallen bedoeld in de artikelen 115 tot 117 wordt de belastbare grondslag vastgesteld met inachtneming van de overeengekomen waarde van de ingebrachte goederen, zoals deze uit de bepalingen der akte blijkt, zonder dat zij nochtans voor de in België gelegen onroerende goederen beneden de verkoopwaarde mag liggen. De inbrengen die bestaan uit andere zaken dan geldspecie of goederen in natura, worden geraamd bij vergelijking met de inbrengen van geldspecie of van goederen in natura, gelet op de onderscheidene aandelen van de inbrengers in de winst.

Wanneer de overeengekomen waarde niet uit de bepalingen van de akte kan worden opgemaakt, wordt daarin overeenkomstig artikel 168 voorzien. In de bij de artikelen 116 en 117 bedoelde gevallen vermeldt de verklaring de aan de ingebrachte goederen toegekende waarde en het bedrag van de ten laste genomen schulden.

De verkoopwaarde van het vruchtgebruik of van de blote eigendom van in België gelegen onroerende goederen wordt bepaald zoals voorgeschreven in de artikelen 47, 49 en 50.

Artikel 119.- Aan een recht van 1,60 t.h. wordt onderworpen de verlenging van de duur van een vennootschap. Het recht wordt vereffend op de verkoopwaarde van de goederen welke bij de verlenging aan de vennootschap

.../...

toebehoren, onder aftrek van de door haar op hetzelfde tijdstip verschuldigde bedragen. Gaat het echter om coöperatieve vennootschappen of om kredietverenigingen, dan worden de bedragen welke als maatschappelijk kapitaal nog moeten worden gestort, niet in de belastbare grondslag opgenomen.

De overeenkomstig artikel 168 gedane verklaring vermeldt de waarde van de goederen op het tijdstip der verlenging alsmede het bedrag van de schulden.

Artikel 120.- Met de heffing van het in de artikelen 115 tot 117 bedoeld recht vervalt de invorderbaarheid van elk bijzonder recht wegens in de akte voorkomende bepalingen met betrekking tot verbintenissen welke de vennootschap tegenover vennoten ter vergelding van hun inbreng aangaat".

\+

\+ \+

Volgens artikel 119 van het Wetboek wordt het recht, in geval van verlenging van de duur der vennootschap, vereffend op de waarde van de bij de verlenging aan de vennootschap toebehorende goederen, na aftrek van de schulden.

.../...

De memorie van toelichting verklaart dat "dezelfde grondslag in het ... voorgesteld nieuwe stelsel zal worden weerhouden". Toch voegt het ontwerp aan de tekst toe, dat de vereffening wordt gedaan op grondslag van de verkoopwaarde van de goederen die aan de vennootschap toebehoren. Is de bedoeling van deze wijziging, een einde te maken aan een twistvraag over de strekking van dit artikel, dan is de memorie van toelichting opheldering verschuldigd.

\+

\+ \+

Artikel 20.

Het ontwerp splitst artikel 122 in 122^1 en 122^2. Daardoor was het nodig dat artikel 21 van het ontwerp een aantal verwijzingen naar de artikelen 123, eerste lid, 124, 125 en 318 van het Wetboek veranderde. Deze talrijke wijzigingen worden overbodig, als artikel 122 in twee paragrafen wordt ingedeeld; zulk een indeling komt reeds voor in artikel 289 van het Wetboek.

Artikel 21.

Wordt op de zoëven gegeven wenk ingegaan, dan blijft van artikel 21 alleen de wijziging in artikel 123, tweede lid, van het Wetboek over.

Artikel 24.

De nieuwe tekst van artikel 129, eerste lid, past op personenvennootschappen een regel toe die in alle opzichten dezelfde is als die van het huidige artikel 130 inzake kapitaalvennootschappen. Beide voor-

.../...

zieningen kunnen worden samengebracht; voor de bepalingen die in het bijzonder personenvennootschappen betreffen, kan een afzonderlijk artikel worden genomen.

Het derde lid van het nieuwe artikel 129 stelt, dat het op verkopingen geheven recht niet toepasselijk is ten aanzien van onroerende goederen welke mochten toekomen aan sommige vennoten, die als onverdeelde medeeigenaars kunnen worden aangemerkt. Daartoe sluit het derde lid de toepassing uit van het eerste lid, dat betrekking heeft op de verkrijgingen van onroerende goederen voortkomende van de vennootschap.Het is echter ook mogelijk dat de toebedeling van onroerende goederen niet van de vennootschap zelf uitgaat,namelijk wanneer zij plaats heeft nadat de vereffenaar de goederen heeft afgegeven overeenkomstig artikel 185,eerste lid, van de gecoördineerde wetten betreffende de handelsvennootschappen. Logischerwijze zouden de in het derde lid bedoelde gevallen niet alleen buiten de toepassing van het eerste lid,maar ook van het tweede lid moeten worden gesteld.

Uitgaand van deze overwegingen worden de volgende teksten voorgesteld :

"Artikel 129.-

Wanneer een of meer vennoten een in België gelegen onroerend goed, voortkomend van een burgerlijke of handelsvennootschap met rechtspersoonlijkheid, anders dan door inbreng in een vennootschap verkrijgen, wordt op deze verkrijging,onverschillig hoe zij plaats heeft, het voor verkopingen vastgestelde recht geheven.

.../...

Artikel 130.-

Ten aanzien van vennootschappen onder gemeenschappelijke naam of bij wijze van eenvoudige geldschieting of van personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid vindt artikel 129 geen toepassing op :

1° in de vennootschap ingebrachte onroerende goederen, wanneer zij verkregen worden door hem die ze heeft ingebracht;

2° onroerende goederen welke de vennootschap met betaling van het voor verkopingen bepaald recht heeft verkregen, wanneer vaststaat dat de vennoot die eigenaar van die onroerende goederen wordt, deel uitmaakte van de vennootschap toen deze de goederen verkreeg.

Wanneer de vereffenaar van een in dit artikel bedoelde vennootschap de goederen, die behouden werden om te worden verdeeld, aan alle vennoten afgeeft, vinden artikel 129 en het eerste lid van dit artikel toepassing op de latere toebedeling van de onroerende goederen aan één of meer vennoten".

Artikel 25.

De in artikel 55 van het Wetboek bepaalde vermindering van rechten is thans afhankelijk van een vóór de registratie echt bevestigde en ondertekende verklaring onderaan op de akte.

Het ontwerp maakt het mogelijk, dat een gedeelte van de bij de registratie geheven rechten wordt terugbetaald, mits de akte naderhand met de vereiste verklaring wordt aangevuld.

.../...

Het lijkt moeilijk aan te nemen, dat notarisakten die afgesloten, geregistreerd en als minuut neergelegd zijn, nog apostillen kunnen krijgen en opnieuw ter registratie kunnen worden aangeboden. Verkieslijk ware, voor te schrijven dat de verkrijger een verklaring op ongezegeld papier afgeeft, die bij de ontvanger der registratie blijft berusten.

Artikel 26.

Een andere lezing wordt aanbevolen :

"Artikel 26.-

Artikel 58 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met de volgende bepalingen, die er het tweede en het derde lid zullen van vormen :

"Het ter uitvoering van artikel 53, 2°, toepasselijke maximum is datgene dat van kracht was op de datum van de akte van verkrijging.

Zo, tussen de datum van de akte en de 2de januari die volgt op het betrekken der gebouwde woning, nieuwe kadastrale inkomens, vastgesteld ingevolge een algemene perekwatie of een buitengewone herziening, voor de heffing der grondbelasting in toepassing worden gebracht, dan moet het voor de gebouwde woning in acht te nemen kadastraal inkomen bepaald worden volgens de regeling die op de datum van de akte van toepassing was. Het aldus bepaalde kadastraal inkomen wordt de verkrijger ter kennis gebracht; deze kan bezwaar indienen volgens de procedure betreffende de vaststelling van de nieuwe kadastrale inkomens".

.../...

Artikel 27.

Het ontwerp verzacht de strengheid van artikel 148 van het Wetboek, dat het evenredig recht heft op de rechterlijke beslissing,die tot bewijs strekt van een overeenkomst waarbij eigendom of vruchtgebruik van in België gelegen onroerende goederen wordt overgedragen of aangewezen, ook al spreekt deze beslissing de herroeping of de ontbinding van deze overdracht van goederen uit.

Het ontwerp voegt aan het derde lid van artikel 148 de woorden toe : "op voorwaarde dat uit deze beslissing blijkt dat de eis tot ontbinding of tot herroeping binnen het jaar na de datum van de overeenkomst ingesteld werd".

Zo geredigeerd,zou de tekst geen toepassing vinden :

1° wanneer de eis is afgewezen wegens onbevoegdheid en binnen de termijn van een jaar opnieuw wordt ingesteld;

2° wanneer het vonnis verzuimt te constateren, dat de eis binnen de termijn is ingesteld.

Daar de Regering dit, wat het geval onder 1° betreft, niet zo bedoelt, leze men de tekst als volgt :

"... tenzij uit de beslissing blijkt dat ten hoogste één jaar na de overeenkomst een eis tot ontbinding of herroeping, zelfs bij een onbevoegd rechter, is ingesteld".

.../...

Artikel 28.

Om de hierboven uiteengezette redenen en terwille van de overeenstemming met 2° van artikel 209 van het Wetboek, wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel 209, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt met de volgende tekst aangevuld :

"3° het evenredig recht geheven wegens een overeenkomst waarvan een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest de ontbinding of de herroeping uitspreekt, mits uit de beslissing niet blijkt ... (zoals hierboven)".

Artikel 29.

Moet met artikel 14 worden samengevoegd.

Artikel 30.

Dit artikel brengt een aantal verbeteringen aan in artikel 162 van het Wetboek, dat de gevallen van vrijstelling van de formaliteit der registratie opsomt. De Raad van State merkt in dit verband op, dat de vrijstellingen die gelden voor gerechtelijke procedures, nu eens een bepaalde materie betreffen zoals in 6° bis, 7°, 8°, 14°, 18°, 23°, 34°, 35°, 36°, 37°, 39° en 44°, dan weer beperkt zijn tot een bepaald gerecht zoals in 9°, 10°, 11°, 12° en 13°. Deze beperking is een hinderpaal voor het instellen van een vordering voor het gerecht in hoger beroep of voor het Hof van cassatie, terwijl de bedoeling is ook minvermogende eisers in staat te stellen hun rechten voor de rechter te brengen.

+

+ +

Artikel 30 van het ontwerp stelt voor, in artikel 162 van het Wetboek een 37° bis in te voegen dat van registratie vrijstelt : "akten, vonnissen en arresten betreffende de uitvoering der wetten en reglementen in verband met de maatschappelijke zekerheid der arbeiders". Deze nieuwe vrijstelling dekt ten dele de vrijstelling die het huidige 37° inzake onvrijwillige werkloosheid verleent. Beide voorzieningen behoren te worden samengevoegd. Het ontwerp kan dan 37° door de volgende tekst vervangen :

"37° akten, vonnissen en arresten betreffende de uitvoering der wetten en reglementen met betrekking tot de maatschappelijke zekerheid der arbeiders of de onvrijwillige werkloosheid".

Artikel 33.

Het eerste lid, dat artikel 162 van het Wetboek wijzigt, moet worden samengevoegd met artikel 30 van het ontwerp, dat in dit artikel 162 een aantal wijzigingen aanbrengt.

Wenst men de in de artikelen 33 en 34 behandelde stof verder ongescheiden te behouden, dan kunnen het tweede en het derde lid van artikel 33 worden opgenomen in een artikel 31, terwijl artikel 34 nummer 32 krijgt.

In het tweede lid van artikel 33 zegge men dat de wijziging betrekking heeft op artikel 163, tweede lid.

.../...

Artikelen 36 en 38.

Deze artikelen wijzigen artikel 217 van het Wetboek der registratierechten en artikel 140 van het Wetboek der successierechten, zodat de verjaring voor de terugvordering van rechten, interesten en geldboeten door een aangetekende brief kan worden gestuit en de beslissing tot afwijzing ook op deze wijze kan worden betekend.

Volgens het wetsontwerp geldt de terpostbezorging van de brief als kennisgeving te rekenen van 's anderendaags. Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, moet dit vermoeden, dat moet dienen om elke betwisting over de datum van de kennisgeving uit te sluiten, als een onwederlegbaar vermoeden worden aangemerkt.

Deze opvatting is in het voordeel van de belastingplichtige die, bij het naderen van het einde van de verjaringstermijn van twee jaar, niet hoeft te vrezen voor de gevolgen van een vertraging van de post bij het bezorgen van zijn aangetekende brief.

Artikel 40.

Volgens de gemachtigde van de Regering, is de strekking van het koninklijk besluit van 12 augustus 1854 alleen nog, regelen te stellen voor de afhouding die verricht wordt op terugbetalingen ten gevolge van kwijtscheldingen of vermindering van geldboeten ter zake van door de Administratie der registratie en der domeinen ingevorderde belastingen.

.../...

Daarom is het niet raadzaam, de opheffing te beperken tot dit bijzonder punt van het besluit, zoals in het ontwerp wordt gedaan; het koninklijk besluit van 12 augustus 1854 dient integendeel in zijn geheel te worden opgeheven.

Artikel 43.

Het koninklijk besluit dat krachtens de nieuwe bepaling kan worden uitgevaardigd, zal niet noodzakelijk hetzelfde zijn als dat waarvan sprake is in artikel 3, eerste lid, van het Wetboek der zegelrechten. Men beginne dus met de woorden : "Een koninklijk besluit ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
De Heren :	raadsheer van State,	voorzitter
G. HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
P. COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,	
P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
J. COOLEN,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.